

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, HANS-GERT PÖTTERING, PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN, ET JOSÉ MANUEL BARROSO, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, NOTAMMENT SUR LA QUESTION DU TIBET, L'EXTRADITION DE MARINA PETRELLA VERS L'ITALIE, L'AVENIR DU TRAITÉ DE LISBONNE, LA VISITE EN FRANCE DU COLONEL KADHAFI, L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE ET LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA SERBIE, À STRASBOURG LE 10 JUILLET 2008.

10 JULY 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

A l'occasion de la présentation du programme de la Présidence française au Parlement européen, je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse avec les Présidents des trois institutions, le Président du Conseil européen Monsieur Nicolas SARKOZY, le Président de la Commission, Monsieur José MANUEL BARROSO et le Président du Parlement européen, Monsieur Hans-Gert PÖTTERING. Monsieur PÖTTERING donnera une petite introduction et après on passera directement aux questions. M. PÖTTERING - Je voudrais tout simplement souhaiter la bienvenue aux deux Présidents, au Président du Conseil européen, Monsieur Nicolas SARKOZY et au Président de la Commission, Monsieur José Manuel BARROSO. Pour ma part, je dirai que cela fait 29 ans que je fais partie de ce Parlement européen et ce fût là une des réunions les plus remarquables. Jamais, auparavant, je n'ai vu un Président du Conseil intervenir sur toutes les questions. Il a parlé avec beaucoup de passion, avec beaucoup de compétence. Il a répondu à tous les députés quel que soit leur bord politique. Il a répondu et ce fut une heure de gloire, une heure importante pour le Parlement important et je voudrais remercier chaleureusement le Président Nicolas SARKOZY.

Il nous a déjà promis qu'il viendrait nous voir, nous visiter aussi souvent que nous l'appellerons et nous nous réjouissons de le revoir. Merci.

QUESTION - Une question sur le Tibet qui est aussi une question sur l'Europe puisque le Président SARKOZY sera à Pékin au soir du 8 août. Monsieur le Président, je voudrais savoir si la France s'est imposée le silence sur la question tibétaine ou si on lui a demandé de respecter un silence sur la question tibétaine et si ce n'était pas le cas, si vous comptez voir le Dalaï lama avant la fin de l'automne ?

LE PRESIDENT - Je crois comprendre que c'est à moi que l'on pose cette question. Ecoutez, j'ai répondu, je crois, tant à Monsieur WATSON qu'à Monsieur COHN-BENDIT, qu'on n'a rien imposé à la France. La France n'impose rien et on n'a rien à lui imposer, absolument rien. Il y a d'ailleurs un grand accord de tout le monde pour défendre et incarner les droits de l'Homme. Il y a un grand accord de tout le monde autour de l'idée que la Chine a une responsabilité particulière pour la stabilité et la paix dans le monde. On peut diverger provisoirement sur la meilleure façon d'atteindre ces objectifs. J'avais trouvé particulièrement maladroits, et pour tout dire, déplacés les propos de l'Ambassadeur de Chine en France. Bernard KOUCHNER le lui a fait savoir à ma demande et je remercie Bernard KOUCHNER. Il a depuis fait un communiqué expliquant qu'il n'y avait pas de condition posée. D'ailleurs, la déclaration de l'Ambassadeur de Chine ne correspondait en rien à l'entretien que j'ai eu avec le Président JINTAO. Le Président HU JINTAO n'aurait pas supporté que la France mette des conditions et je ne pense pas que le Président chinois puisse supporter et imaginer que la France puisse accepter des conditions. Le choix que je fais, c'est un choix de conviction. Ce serait un grand problème dans le monde que la Chine se renferme, se replie sur elle-même autour d'un nationalisme qui serait exacerbé, une grande erreur. Je ne juge pas ceux qui ont une autre position. J'ai pris contact avec l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement pour m'assurer que c'était la position de tout le monde. Je connais la position, je la respecte et je l'apprécie, du Président PÖTTERING mais les Présidents de groupe au Parlement européen eux-mêmes sont très divisés. Le Président SCHULZ approuve fortement, au nom du groupe socialiste européen, ma décision d'y aller. Pour le reste, je ne ferai fixer mon agenda de rencontre par personne et, à la question de savoir s'il serait interdit de discuter avec un prix Nobel de la paix, je me demande bien qui pourrait interdire une chose pareille. Pour le reste, j'aurai l'occasion de prendre d'autres initiatives et je vous les communiquerai le moment venu. Chacun connaît ma position, elle n'a pas varié d'un iota.

pas vain d'un iota.

QUESTION - Monsieur le Président, après le référendum en France, au Pays-Bas et maintenant en Irlande, il y a ce débat sur le fait de rapprocher l'Europe des citoyens. Nous avons entendu beaucoup de déclarations. Pouvez-vous nous donner des objectifs concrets que vous voulez atteindre pendant votre Présidence pour donner un signal concret de l'ouverture que vous voulez faire envers les citoyens qui n'aiment pas l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, surtout dans la perspective du renouvellement de la Commission européenne et du Parlement européen l'an prochain. Pensez-vous que les gouvernements européens devraient désigner des personnes plus représentatives de ce nouveau parcours de l'Europe vis-à-vis des citoyens ? Le Président SCHULZ vous a appelé et a adressé un appel à Monsieur BERLUSCONI sur le rappel des droits de l'Homme. Avez-vous l'intention de le faire ou non ?

LE PRESIDENT - Mais enfin, je ne vais pas ânonner et répéter ce que j'ai dit à la fois dans mon propos introductif et dans les réponses aux questions. Ce n'est pas une question de personnalité, c'est une question de résultat. Le Président PÖTTERING comme le Président BARROSO sont mobilisés autour du même objectif. Si, en 6 mois, on arrive à prendre des engagements sur le paquet énergie-climat et sur le pacte européen d'immigration, ce sera la meilleure réponse à ceux qui dénoncent l'immobilisme de l'Europe. Ce n'est pas une question d'avoir d'autres représentants. Je ne vous cache pas, Monsieur, que c'est très difficile. Ce sont des objectifs extrêmement ambitieux. D'ailleurs, l'un des intervenants au Parlement européen a justement dit que le problème ne viendrait pas du Parlement européen mais bien plus de l'attitude de certains gouvernements d'Etats membres. C'est une question sur laquelle je travaille beaucoup.

Je ne pense pas qu'on fasse progresser les choses en Europe en se donnant des leçons les uns les autres. Vous-mêmes, les Italiens, vous savez combien je suis proche de l'Italie. C'est une question de goût. Vous-mêmes, les Italiens, parfois avez reproché à la France, non sans raison, de donner des leçons à tout le monde sans se les appliquer à soi-même. Tout le monde m'appelle à une Présidence modeste même les plus immodestes. Tout le monde m'appelle à une Présidence non arrogante même les plus arrogants. Et on me dit : « vous allez commencer par expliquer aux Italiens qui ont élu Monsieur BERLUSCONI que ce qu'ils font ce n'est pas bien ».

Je voudrais dire que Monsieur BERLUSCONI a été élu 3 fois en Italie, pas une fois, trois fois. Ce n'est pas moi qui l'ai choisi, c'est vous, les Italiens. Vous l'avez choisi avec une participation qui est supérieure à 80%. Dans un résultat, quelle que soit, par ailleurs, la grande qualité de Monsieur Romano PRODI avec qui je partage l'amour du vélo -pour ceux qui penseraient que ma proximité avec l'Italie n'est due qu'à ma femme, il y a d'autres raisons très importantes-, c'est vous qui l'avez choisi. Que le gouvernement italien fasse ce qu'il a à faire. La meilleure façon de sortir des débats nationaux immigration, c'est de faire un pacte européen pour l'immigration. En revanche, il est vrai, je me suis immiscé dans le débat italien en respectant la justice italienne. Ecoutez, la justice italienne demande depuis des années qu'on extrade des gens qui ont été condamnés en Italie. C'est un acte profondément européen que je suis en train de faire, qui n'était pas dans la tradition française. La justice italienne, la justice d'un pays démocratique demande à la France de lui rendre quelqu'un qui est accusé de crime et qui a été jugé et condamné dans ce pays. La justice italienne s'opposait à un refus parfaitement illégitime d'un point de vue du droit. Je ne parle pas politique mais d'un point de vue de droit. J'ai interrogé les autorités judiciaires françaises. Elles me disent qu'il faut extradier. Je parle naturellement de Mme PETRELLA.

Je trouve une contradiction phénoménale entre tous ceux qui m'appellent à respecter l'indépendance de la justice, les institutions européennes et qui seraient très heureux que je bafoue la justice italienne qui est indépendante et la justice française qui est indépendante. En revanche, j'ai signé, dès ce matin, une lettre que j'ai adressée au Président du Conseil des ministres, Monsieur BERLUSCONI et au Président de la République italienne pour leur demander la grâce, le pardon pour Mme PETRELLA. Voilà ma seule contribution et ma seule immixtion dans le débat politique italien. Je n'ai pas l'intention d'en faire d'autre, que chacun mène son propre débat. Vous savez, je pense que si en plus on faisait cela, on ferait reculer l'Europe car cela agace énormément les Européens de voir les autorités européennes venir donner des leçons aux citoyens. Que l'Italie règle ses problèmes politiques, c'est cela la démocratie. Je n'apprécierai guère qu'on vienne s'immiscer dans le débat français en dehors d'un sujet qui ne concerne pas, me semble-t-il, les autorités européennes. Voilà ma réponse.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est à propos du bouclier anti-missile que les Américains projettent d'installer en Pologne, en Lituanie ou en République tchèque. Vous avez fait de la défense une de vos priorités. Vous savez très bien que cela crispe nos voisins russes. Que pensez-vous de cette installation ? Pensez-vous que l'Union européenne doit s'en mêler ? Comment l'Union européenne doit s'en mêler ?

LE PRESIDENT - D'abord il y aura un sommet très important que nous aurons à conduire avec le Président BARROSO. C'est le sommet avec la Russie. Nous en avons d'ailleurs parlé avec M.

MEDVEDEV au Japon. Je suis intéressé d'ailleurs par la proposition du Président MEDVEDEV d'une politique de sécurité qui irait de Vancouver à Vladivostok. C'est un sujet qu'il faut expertiser. Mais tout ce qui permettra d'apaiser les relations entre la Russie et l'Union européenne doit être favorisé.

Permettez-moi de dire que je trouve cela très réjouissant que le Président russe fasse cette proposition alors qu'il y a quelques mois, on voyait des bombardiers russes avec l'arme atomique, russes, circuler autour de la planète. Je vois un grand progrès.

Sur l'affaire du bouclier anti-missile. Je voudrais dire d'abord que chaque pays a le droit de décider librement et souverainement de l'installation sur son pays, sur le sol de son pays, d'installations militaires. Lorsque le général de GAULLE a décidé que les Américains quitteraient le sol français, il n'aurait pas accepté que nos autres partenaires européens aient un mot à dire. Je ne vois pas au nom de quoi la France, tellement attachée à son indépendance de décision, devrait commencer par dire aux Polonais ou aux Tchèques : « attention, ne le faites pas. ».

Troisième élément, plus politique. Je voudrais dire qu'après avoir rappelé l'indépendance et la souveraineté de chacun, j'aimerais que ce type de décision fasse, au minimum, l'objet d'une concertation et d'une discussion entre nous qui permettrait de comprendre les raisons des uns et des autres et d'amener tout le monde vers un objectif commun. Voilà la réponse que je peux faire en tout cas en tant que Président du Conseil en exercice, ce qui m'amène à parler le plus collectif possible et donc à affadir le contenu de la réponse à une question si pertinente.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit plusieurs fois que vous n'avez pas l'intention de forcer la main des Irlandais sur Lisbonne mais, évidemment, il faut trouver une solution. Qu'est-ce que vous pouvez dire pour les Irlandais pour les convaincre que vous allez respecter leur vote ?

LE PRESIDENT - Nous en avons parlé avec le Président BARROSO et avec le Président PÖTTERING. Je ne vous étonnerai pas en disant que nous avons commencé à travailler là-dessus. Mais cela serait parfaitement maladroit de dévoiler le contenu d'une initiative éventuelle que l'on pourrait prendre. Pourquoi cela serait-il maladroit ? Parce que cela serait maladroit de ne pas tenir compte de ce que disent et de ce que pensent les Irlandais, et notamment leur gouvernement. Je pense d'ailleurs que cela serait très important que le gouvernement irlandais, à un moment donné, formule lui-même un certain nombre de propositions et que cela soit le Conseil qui puisse y répondre après qu'on en ait débattu avec le Président PÖTTERING et avec le Président BARROSO. Je ne pense pas que la situation soit totalement bloquée. On peut apporter des réponses très précises mais le moment n'est pas venu. Ce moment de la méthode pour s'en sortir et de la solution se situe à peu près entre le Conseil d'octobre et le Conseil de décembre. Est-ce que nous serons prêts en octobre de notre côté, Président BARROSO ? Oui. Est-ce que les Irlandais seront prêts ? Je ne le sais pas. Pourquoi après, en décembre ? Parce que j'aimerais quand même que l'on mette sur la table quelque chose, non pas parce que c'est la fin de la Présidence française mais parce qu'après, en juin, il y a des élections européennes. Il me semble que cela ne sera pas trop tôt que de dire en décembre, aux Européens : « voilà dans quelles conditions et sous quel régime vous allez pouvoir voter 6 mois après ».

QUESTION - Monsieur le Président Nicolas SARKOZY, vous avez dit tout à l'heure que vous allez parler quand vous irez en Chine, que vous allez dire des choses concernant les droits de l'Homme. Je voudrais savoir si vous pouvez nous dévoiler un petit peu le contenu de ces propos ? Vous avez parlé des propos de l'ambassadeur chinois comme de propos maladroits et déplacés. Est-ce qu'il faut les considérer comme des menaces, comme une menace ?

Et je voulais savoir s'il n'y a pas une contradiction entre le fait que la France reçoive M. KADHAFI comme elle l'a fait il y a quelques mois et qu'en même temps elle renvoie Marina PETRELLA en Italie & puisque c'est un argument qui est repris régulièrement par les défenseurs de Marina PETRELLA qui ne comprennent pas que l'on puisse recevoir M. KADHAFI sur le sol français comme on l'a fait et que l'on

extrade Marina PETRELLA en Italie. Merci.

LE PRESIDENT - Je dois dire que j'ai du mal à voir le rapport entre Mme PETRELLA et M. KADHAFI, à moins qu'il n'y ait un lien de parenté que vous pourriez m'indiquer, certainement. J'ai reçu M. KADHAFI, je ne le regrette pas. Je n'ai pas été le seul, d'ailleurs. Nos amis espagnols l'ont reçu. Le Roi Juan CARLOS qui, en matière de démocratie et de droits de l'Homme a quand même une certaine crédibilité, l'a reçu. Pourquoi ai-je reçu M. KADHAFI ? Pour une raison simple : je suis un homme honnête, qui respecte la parole donnée. J'avais dit à M. KADHAFI que si les malheureuses, les six malheureuses infirmières bulgares et le médecin palestinien étaient relâchés, après 8 ans et demi d'enfer, alors je recevrai le Président KADHAFI. Je l'avais dit au Président BARROSO. On a mené cette négociation main dans la main et il peut lui-même en porter témoignage. Oui, j'avais donné ma parole et je l'ai tenue. Et permettez-moi de vous dire que, pendant 8 ans et demi, ces malheureuses infirmières auraient été bien heureuses que l'on s'en occupe davantage. J'étais très heureux de montrer que les droits de l'Homme, pour la France, ce n'était pas simplement des propos d'estrade, c'était des réalités.

Deuxièmement, sur Mme PETRELLA. Pour en terminer, je ne sais pas si l'avocat de Mme PETRELLA veut vraiment résoudre le problème de Mme PETRELLA ou faire de la politique ? Mais je trouve particulièrement déplacées ces attaques contre celui qui est en train d'obtenir le droit de grâce pour elle. Vous lui direz de ma part que, dans le droit italien, et le droit cela compte, que pour avoir le droit au pardon et la grâce en Italie, il faut se repentir. Que Mme PETRELLA réfléchisse à cela. Le droit, cela compte. Elle a été associée à un assassinat en 1992. C'étaient des années horribles pour l'Italie. Il faut tourner la page. Pour tourner la page, pour qu'il y ait le pardon, il faut aussi qu'il y ait le repentir. Les avocats de Mme PETRELLA ne respectent pas les droits de l'Homme en utilisant la détresse d'une femme, aujourd'hui emprisonnée.

Troisième élément. J'ai dit que les propos de l'ambassadeur de Chine étaient maladroits, étaient déplacés. Je rajoute qu'ils ont donné le sentiment d'une brutalité que je n'accepte pas. Il s'est excusé, l'incident est clos.

Quatrièmement. J'irai en Chine avec ma liberté de parole. Je parlerai, de la façon que j'estime appropriée, avec le Président chinois. J'ai d'ailleurs demandé à Daniel COHN-BENDIT de travailler avec Bernard KOUCHNER et moi sur une liste. Je pense avoir été le premier chef d'Etat, à Pékin, avec le Président chinois à mes côtés, à me tourner vers lui et lui dire : « une grande nation comme la vôtre ne peut pas continuer avec la peine de mort ». Peu nombreux étaient ceux qui l'ont dit. Donc, Madame PULVAR, je sais que vous me faites confiance, vous pouvez continuer, je ne vous décevrai pas.

QUESTION - Vous avez dit, pendant les débats dans l'hémicycle, qu'il y aura la totalité des chefs d'Etat au Sommet de Paris, mais si j'ai bien compris, il n'y aura pas M. KADHAFI ...

LE PRESIDENT - ... Oh pardon, Monsieur, avec l'autorisation de mes collègues. Regardez comme c'est très difficile. Voilà, il y a six mois, j'ai eu grand tort, grand scandale, d'inviter le Colonel KADHAFI. Il y a 43 chefs d'Etat et de gouvernement que nous avons invités avec Bernard KOUCHNER. Il sera représenté, il ne sera pas là. On me demande de me justifier et de m'en expliquer. Honnêtement, moi, je m'en suis fait une raison.

QUESTION - Ce n'est pas cela, Monsieur le Président mais c'est déjà la première moitié de la question, merci. M. KADHAFI a dit hier que ces propositions que vous avez sur l'Union européenne et méditerranéenne, c'est un retour au colonialisme, l'empire romain, apparemment. Avez-vous des réflexions sur cela ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je crois qu'il faut une certaine expérience avec le Président KADHAFI, un peu de recul sur ses déclarations et l'aspect politique de certaines d'entre elles. Quels que soient mes liens avec l'Italie, que je revendique, je n'ai pas vocation à rétablir l'empire romain. En tout cas, ce n'est pas dans le projet de déclaration du Sommet de l'Union pour la Méditerranée, tel que j'en ai connaissance.

En revanche, je voudrais dire comme c'est émouvant pour nous et je le dis devant le Président PÖTTERING qui sera là et qui prendra la parole et devant le Président BARROSO qui sera là et qui prendra la parole : pour nous qui sommes des Européens convaincus, jusqu'à présent l'Europe au Proche et Moyen-Orient, c'était beaucoup d'argent, beaucoup de moyens et, quand même, un poids politique mince pour ne pas dire insignifiant par rapport au poids des Etats-Unis. Est-ce que vous vous rendez compte de ce que c'est pour des Européens convaincus, comme M. PÖTTERING, comme M.

prenez compte de ce que c'est pour des Européens convaincus, comme M. PÖTTERING, comme M. BARROSO ou M. KOUCHNER ou moi, de voir les chefs d'Etat arabes à la même table que le chef du gouvernement israélien dans une capitale européenne.

Pour ceux qui aiment l'Europe et qui croient en l'Europe et qui veulent la paix, est-ce que vous croyez que pour moi ce n'est pas quelque chose d'émouvant de voir le Président syrien dire ce qu'il a dit dans un grand journal français et, je l'espère, nous pourrions enregistrer un certain nombre de progrès. M. BOUTEFLIKA sera là, ce n'est pas rien. M. ERDOGAN, que j'ai eu au téléphone du Japon, sera là. Vous savez le désaccord que j'ai avec M. ERDOGAN. Eh bien, la Turquie sera là, parce que la Turquie est une très grande nation. Franchement, c'est un travail jour et nuit pour nous l'Union pour la Méditerranée. J'en avais parlé au moment de la campagne présidentielle dans un discours à Toulon. C'est quelque chose qui me tient extrêmement à cœur et, pour moi, la présence de tous ces chefs d'Etat européens et méditerranéens à Paris, au nom de l'Europe et de la Méditerranée, c'est quelque chose de bouleversant et c'est la meilleure nouvelle pour la paix au Proche-Orient, la meilleure nouvelle.

Les Etats-Unis auront dans quelques mois un nouveau Président, Il prendra sa place mais qui pourrait reprocher au Président en exercice de l'Union européenne de tout faire pour la paix dans le monde ?

M. PÖTTERING - Une observation de ma part -et c'est l'avis du Parlement européen je pense que j'exprime ici-, je suis fier, au nom du Parlement européen, de constater qu'en ce qui concerne le processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée, dans ce processus, nos trois institutions, Commission, Conseil représenté par le Président SARKOZY, par le Président BARROSO, nos trois institutions ont eu une coopération véritablement excellente. Pour le processus de Barcelone, il y a une assemblée parlementaire, Euromed et, en tant que Président du Parlement européen, je suis Président pendant un an de cette assemblée depuis le mois de mars de cette année. Euromed va assurer un rôle très important dans le cadre de ce que nous appelons l'Union pour la Méditerranée. Et nous voulons renforcer le parlementarisme. Dans le document final, ce rôle parlementaire sera souligné, mis en exergue et, avec d'autres, nous voulons être une force motrice et je voudrais remercier chaleureusement les deux institutions, le Conseil et la Commission, de nous avoir permis de choisir cette voix commune. Le Parlement veillera à ce que ces paroles soient suivies d'actes concrets dans ce dialogue politique sur l'économie, sur l'environnement, sur le transport, sur le dialogue des cultures, sur les échanges entre les êtres humains, etc. qu'a dit le Président SARKOZY sur le Moyen-Orient, c'est la seule assemblée où les Israéliens et les Palestiniens se voient autour d'une table et nous voulons accorder notre appui à cette initiative.

QUESTION - Je vous ai entendu parler de justice, de l'importance de la justice, de l'importance du respect, du respect du droit. Tout à l'heure, je vous ai aussi entendu parler des Balkans en disant que les Balkans avaient toute leur place dans l'Union européenne et qu'il fallait qu'ils y entrent bientôt. Je suis étonné de ne pas vous entendre parler droit et justice à propos des Balkans parce qu'en Serbie, il y a un homme qui bafoue la justice depuis 13 ans maintenant, qui s'appelle le général MLADIC et un autre qui s'appelle Radovan KARADZIC. Ne pensez-vous pas qu'il est temps que ces gens soient en prison, au Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, qu'ils soient jugés pour avant comme condition sine qua non à ce que la Serbie rejoigne l'Union. Est-ce que vous allez utiliser votre Présidence pour faire avancer ce dossier.

LE PRESIDENT - D'abord, vous avez parfaitement raison sur la nécessité que ces gens répondent de leurs actes. Mais, enfin, le gouvernement -je ne sais pas si l'on peut l'appeler pro-européen, enfin, par opposition à ceux qu'il a battu- ce gouvernement vient d'être mis en place. La victoire, ils l'ont eue de peu. La Serbie a connu, sur les dix ou quinze dernières années, bien des épreuves. Nous avons joué un grand rôle pour aider les Serbes à faire le choix de la démocratie et nous allons continuer à le faire. Mais, croyez-moi, la volonté d'envoyer un message positif à la Serbie, sur la possibilité pour elle, un jour, de rejoindre la famille européenne est indispensable si l'on veut la paix. Alors, il y aura des conditions pour cela et, parmi ces conditions, celles que le gouvernement légitime de Serbie livre au Tribunal pénal international les gens qui sont sur ce territoire. Mais les institutions sont là. Je ne doute pas qu'ils mettront cette politique en oeuvre mais il n'y a pas de contradiction avec ce que j'ai dit. On a besoin de stabilité dans les Balkans. Et qui mieux que l'Union européenne élargie pourrait répondre à cette stabilité et à ce besoin. Mais, à l'inverse, imaginez que l'on dise : « la Croatie d'accord, c'est fait d'ici 2011. Bosnie-Herzégovine, Macédoine, pas de problème, mais on fait une exception pour la Serbie ».

Dans ce cas-là, Monsieur, d'après vous, est-ce qu'on renforce le nationalisme exacerbé ou est-ce que l'on renforce le camp des démocrates ? Moi, je pense qu'il faut renforcer le camp des démocrates. La Serbie aura rendez-vous avec ses obligations européennes et internationales. Nous ne céderons pas là-dessus. Compte-tenu de tout ce qu'a connu la Serbie, compte-tenu de ce qui se passe au Kosovo, compte-tenu de l'ensemble des difficultés que nous avons à gérer, je pense que cela va plutôt mieux et je maintiens que c'était une victoire pour l'Union européenne. Je me souviens de la crainte que nous avons autour de la table des chefs d'états de gouvernement sur la situation au Kosovo. On avait la crainte d'une Europe divisée, elle ne l'a pas été. On avait la crainte d'affrontements terrifiants entre les Kosovars et la minorité serbe. Je ne dis pas que cela se passe bien mais les progrès ont été stupéfiants. L'Union européenne a su réagir d'une seule et même voix. Nous ne ferons pas preuve de faiblesse sur les criminels, ceux qui sont accusés de crime contre l'humanité en Serbie, mais je pense qu'il faut tendre la main au peuple serbe pour que, lui aussi, ne se réfugie pas dans un nationalisme revanchard. Et je lie d'ailleurs ma réponse à celle de la Chine. Faites attention avec les peuples. Il n'y a pas simplement la question des dirigeants, il y a la question de ces peuples. C'est tout notre intérêt et donc je n'aurai pas deux poids et deux mesures, en tout cas pour la part qui m'appartient. Je vous remercie.

QUESTION - J'ai une question pour les trois présidents. Vous êtes tous les trois membres du PPE. La semaine passée, un membre éminent de votre parti a proposé qu'au mois d'avril prochain, soit proposé un candidat pour la Présidence de la commission. Qu'est-ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT - Si la question est de savoir si j'ai un candidat, la réponse est oui. Si la réponse est de savoir s'il est à la même table que moi, la réponse est également oui.

M. PÖTTERING - J'avais également un candidat, il est dans la salle. M. BARROSO - C'est bien sûr une décision à prendre par les différents partis politiques notamment par le PPE. Il y a simplement une chose que j'aimerais vous dire et, d'ailleurs, je l'ai dit tout à l'heure en séance plénière. La démocratie européenne est une démocratie qui a plusieurs dimensions : la dimension nationale et la dimension européenne. Il faut comprendre que nous sommes dans un système différent, dans un système politique intégré comme c'est le cas de la France, de l'Allemagne, du Portugal, de n'importe quel autre pays ici. Donc, il faut voir quelles sont les conditions de réalisation d'une démocratie européenne, disons d'avoir des clivages politiques idéologiques sans mettre en cause l'unité européenne. C'est cela ma position. D'ailleurs, je l'ai soutenue toujours, même au sein du PPE dont je fais partie. Il faut que les différentes forces politiques présentent leur position de façon différenciée mais pas dans un sens qui puisse mettre en cause les besoins d'un consensus. Par exemple, la Commission n'est pas comme un gouvernement national. Dans plusieurs de nos gouvernements, nous avons des gouvernements d'un seul parti qui a la majorité. La Commission européenne, par définition, sera toujours une grosse coalition, pour utiliser le terme allemand. Il y aura tous les différents partis avec une grande représentativité parce que cela vient des différents gouvernements. Donc, c'est là qu'il faut faire un peu attention. N'interprétez pas là cette position comme ayant quelque chose à voir avec ma position personnelle. C'est une question de fond que je pose sur la façon de comprendre la démocratie européenne et quelles sont les différentes contraintes qu'il y a là. Ceci dit, je peux vous dire que moi, personnellement, je ne suis ni bureaucrate ni technocrate. Je suis un démocrate. Depuis mes 29 ans, j'ai été élu pour mon parlement national. J'aime la politique. Je n'ai jamais peur des élections.